

 <p>PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p>Secrétariat général de la zone de défense et de sécurité Sud</p> <p>Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud</p>
--	---

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert pour :

**Marché d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'un MPGS
pour la construction du centre de rétention administrative de Béziers (34)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Référence publique : SGAMI13-AOO-2024-04-20

Sommaire

1 Objet du marché –Dispositions générales	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Durée du marché et délais d'exécution	4
1.3 Condition d'affermissement des tranches	4
1.4 Les intervenants	5
1.4.1 Maitrise d'ouvrage.....	5
1.4.2 Les autres intervenants.....	5
1.5 Désignation de sous-traitants en cours de marché	5
2 Pièces contractuelles.....	6
3 Prix.....	6
3.1 Unité monétaire, nature et forme du prix.....	6
3.2 Modalités de variation du prix	7
4 Clause de financement et de sureté	8
4.1 Avance	8
4.2 Garanties financières	8
5 Modalités de règlement des comptes	8
5.1 Acomptes et paiement partiels définitifs	8
5.2 Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX	10
5.6.1 Fonctionnalités pour l'ensemble des acteurs	10
5.6.2 Conditions générales d'utilisation du service EDIFLEX.....	10
5.3 Délai de paiement.....	11
5.4 Modification des coordonnées.	11
6. Conditions générale d'exécution des prestations	11
6.1 Devoir de Conseil.....	11
6.2 Clause de confidentialité et protection des données personnelles	12
6.3 Présentation des livrables	12
6.4 Clause de réexamen	12
6.5 Conditions de modification de l'équipe dédiée.....	13
6.6 Redressement ou liquidation judiciaire.....	13
6.7 Arrêt de l'exécution des prestations	13
6.8 Modifications techniques.....	14
6.9 Développement durable - Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique ...	14
Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :.....	14
Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :.....	15
7 Constatation de l'exécution des prestations.....	18
7.1 Vérifications.....	18
7.2 Décision après vérification	18
8. Droit de propriété industrielle et commerciale.....	18
9 Réception des prestations	18
9.1 Les modalités de calcul des délais.....	18
9.2 Les modalités de réception des prestations.....	27
9.3 Les modalités de réception des prestations.....	27
10 Pénalités.....	27
10.1 Pénalités de retard	28
10.2 Autres pénalités spécifiques	28

10.3 Pénalité pour travail dissimulé.....	28
11 Assurances	28
12 Réalisation de prestations similaires.....	28
13 Résiliation du marché.....	28
14 Droit et langue.....	29
15 Dérogation au CCAG de prestations intellectuelles.....	29

1 Objet du marché –Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage globale relative à la construction le centre de rétention administrative de Béziers (34).

Lieux d'exécution : avenue Henri Galinier, 34500 Béziers.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

L'objet du marché ne permet pas d'identifier des prestations distinctes. Le marché n'est donc pas alloti.

Les prestations sont divisées en 2 tranches :

Tranche(s)	Désignation
Tranche ferme (TF)	assistance technique et globale à maîtrise d'ouvrage pour la construction du CRA, son DOJO et sa salle d'audience dédiée.
Tranche optionnelle (TO1)	assistance technique et globale à maîtrise d'ouvrage pour la construction du stand de Tirs.

1.2 Durée du marché et délais d'exécution

Le marché sera conclu à compter de sa date de notification.

Cette durée correspond à la durée prévisionnelle de réalisation de l'ensemble du projet : programmation, passation du marché global sectoriel, études, travaux et 3 années d'exploitation.

La durée prévisionnelle de l'opération est de l'ordre de soixante-dix-huit (78) mois mois à compter de sa notification :

- Durée des prestations programmation, passation du marché global sectoriel, études et travaux : 42 mois,
- Durée marché maintenance/Exploitation : 36 mois.

1.3 Condition d'affermissement des tranches

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'affermir les tranches optionnelles à tout moment pendant la durée de validité du présent marché.

La décision d'affermissement signée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur sera notifiée au titulaire par ordre de service et fixera la date de démarrage des travaux.

Le titulaire du marché ne pourra prétendre à une indemnité de dédit en cas de non affermissement de la tranche, ni à une indemnité d'attente si elle est affermie avec retard.

En cas de non affermissement, le titulaire du marché est désengagé en ce qui concerne l'exécution de la tranche.

1.4 Les intervenants

1.4.1 Maitrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est : **L'Etat - Ministère de l'Intérieur**

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur est : **Le Préfet de la zone de défense et de sécurité sud**

Le conducteur d'opération est :

Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud

4 chemin de Bordeblanque 31 770 COLOMIERS

13311 MARSEILLE – Cedex 14

Mme Marianne STROH - Tel : 05 34 55 49 05 – 06 46 77 41 39

Courriel : marianne.stroh@interieur.gouv.fr

1.4.2 Les autres intervenants

Sans objet.

1.5 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En revanche, la sous-traitance n'est pas autorisée sur la partie assistance juridique du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution du marché, la déclaration de sous-traitance **signée du titulaire et du sous traitant**, devra être adressée **simultanément** :

- Par courrier **en original** au :

Le Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de l'intérieur sud
Direction de l'immobilier – Pôle Qualité
299 Chemin de Sainte Marthe – CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

- Par courriel à :

sgamisud-di-cellulequalite@interieur.gouv.fr
marianne.stroh@interieur.gouv.fr
didier.roucayrol@interieur.gouv.fr
vincent.emmerich@interieur.gouv.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées aux articles R2193-3 et suivant du CPP.

NB : Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

2 Pièces contractuelles

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité en cas de contradiction :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières (répartition de la rémunération).
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- L'offre technique ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché ;

3 Prix

3.1 Unité monétaire, nature et forme du prix

L'unité monétaire du marché est l'euro et ne devra pas dépasser deux (2) décimales après la virgule.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du **prix global et forfaitaire fixé dans l'Acte Engagement**.

Le volume des prestations aura été apprécié par le titulaire pour l'établissement de son offre et il ne pourra pas prétendre au paiement de frais supplémentaires de même nature.

Frais de coordination :

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcout les frais de coordination et de contrôle des sous –traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

3.2 Modalités de variation du prix

Le prix global et forfaitaire est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » et noté m0 dans la formule ci-dessous du calcul Cr.

Ce mois zéro est indiqué dans l'acte d'engagement.

Le présent marché est passé à prix **révisibles**.

- **L'indice de référence retenu pour la révision de prix est l'indice Ingénierie ING**
- **La formule de révision de prix** appliquée pour le règlement des missions précitées est :

$$Pr = PO \times Cr$$

Dans laquelle :

- **Pr** = prix révisé après application de la formule de révision
 - **PO** = prix initial hors taxes (HT) établi aux conditions économiques de l'Offre, au mois zéro
 - **Cr** = coefficient de révision
- **Le coefficient de révision Cr** est donné par la formule :

$$Cr = 0,15 + (0,85 \times [Im-4 / Imo-4])$$

Dans lequel **I(m-4)** et **I(m0-4)** sont définis comme suit :

- **I(m-4)** correspond à la valeur prise de l'index « ING – ingénierie » au mois (m) d'exécution de la prestation moins quatre mois
- **I(m0-4)** correspond à la valeur prise de l'index « ING – ingénierie » au mois (m0) moins quatre mois.

Par dérogation de l'article 11-23 du CCAG PI, si la durée de l'élément de mission dépasse 2 mois, les révisions se feront index connu (Im) du mois de remise du dossier au maître d'ouvrage, en appliquant les mêmes conditions que la formule ci-dessus, à savoir : I(m-4).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

En cas de passation d'un avenant, le prix global et forfaitaire établi par l'avenant et établi aux conditions économiques en vigueur au mois m0 identique aux conditions financières de l'offre initiale. En conséquence l'avenant sera à prix révisable.

Les prix TTC du marché incluant la T.V.A évolueront en fonction des éventuelles hausses ou baisses de T.V.A, sans qu'aucune démarche ne soit à accomplir par le pouvoir adjudicateur.

4 Clause de financement et de sureté

4.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R2191-3 et suivants du CCP.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Note : le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité (titulaire ou son sous-traitant)

Modalités de résorption de l'avance :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées selon les dispositions prévues au code de la commande publique.

4.2 Garanties financières

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

5 Modalités de règlement des comptes

5.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont le calcul varie selon la phase de l'opération.

Les pourcentages indiqués ci-dessous se rapportent au montant de la phase correspondante mentionné à l'annexe financière.

Lorsque le paiement de l'acompte est établi sur la base d'un prorata temporis, ce dernier est calculé à partir de la durée en mois initialement prévue de la phase mentionnée dans le calendrier prévisionnel d'opération, le cas échéant recalée sans qu'il soit besoin d'avenant ou de décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le paiement de l’acompte dépend de la réception d’un document, la réception s’entend comme l’acceptation des prestations par le pouvoir adjudicateur selon les modalités précisées au présent CCAP.

ELEMENTS DE MISSION		PAIEMENTS
3.2	Tâches transverses	–
3.2.1	Assistance technique globale	Inclus dans les phases du projet
3.2.2	Gestion financière et comptable	Inclus dans les phases du projet
3.2.3	Bim Manager	Acomptes mensuels ou trimestriels en fonction de l’avancement
3.2.4	Commissionnement	Acomptes mensuels ou trimestriels en fonction de l’avancement
3.3	Phase 1 : Préparation	60% à la remise des éléments demandés 40% à la validation des livrables
3.4	Phase 2 : Programmation MPGS	60 % à la remise du programme 40% à la validation du livrable
3.5	Phase 3 : Suivi de la procédure de passation du MPGS	
3.5.1	Assistance à la sélection des candidats	60% à la remise du rapport d’analyse des candidatures 40% à la décision du jury
3.5.2	Dossier de consultation phase offres	60% à la remise du Dossier de consultation 40% à la remise des documents d’analyse
3.5.3 3.5.4 3.5.5	Assistance pour la procédure conduisant au choix de l'offre Assistance à la désignation du titulaire Assistance à l'élaboration du contrat MPGS	25% Remise du rapport d’analyse sur les offres initiales 25% Remise du rapport d’analyse des offres comparées 25% Rédaction PV jury en séance 25% Recommandations d’optimisation contractuelle
3.6	Phase 4 : Suivi des études et des travaux	Acomptes mensuels ou trimestriels en fonction de l’avancement
3.7	Phase 5 : Assistance à la réception	60% à la remise des éléments de réception 40% à la décision de réception
3.8	Phase 6 : Assistance à la visite de la commission de sécurité et d'accessibilité	60% à la remise des éléments nécessaires pour préparer la visite 40% à l’issue de la phase
3.9	Phase 7 : Suivi de l'année de garantie de parfait achèvement	Acomptes mensuels ou trimestriels en fonction de l’avancement
3.10	Phase 8 : Prestations connexes Etude mobiliers spécifiques Etude d’Emménagement	Acomptes mensuels ou trimestriels en fonction de l’avancement
3.11	Phase spécifique 9 : Assistance Globale et Juridique	Acomptes mensuels ou trimestriels en fonction de l’avancement

5.2 Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX

Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur SUD (SGAMI SUD) a souhaité améliorer le traitement des demandes de paiement de ses prestataires et ainsi raccourcir les délais de paiement en utilisant une plateforme de dématérialisation des factures.

Le prestataire de service de la plateforme, retenue par le SGAMI SUD, est EDIFLEX (<https://www.ediflex.com>). Le numéro de téléphone de l'aide en ligne d'EDIFLEX est le 01.44.41.02.24.

Aussi, l'établissement des acomptes ou décomptes du présent marché, leur transmission au SGAMI SUD et les visas nécessaires à leur règlement sont gérés électroniquement via la solution de dématérialisation précitée.

L'accès au système sera possible via une simple connexion Internet, à charge du Titulaire de se munir d'une ligne Internet avec un débit suffisant.

Les frais d'abonnement, d'accès au système, de maintenance sont à la charge du SGAMI SUD. La prestation de formation initiale est à la charge du prestataire (titulaire et, le cas échéant, co-traitants et sous-traitants qui utiliseront l'outil).

Le titulaire s'engage à utiliser le service EDIFLEX conformément à sa destination.

5.6.1 Fonctionnalités pour l'ensemble des acteurs

Le service EDIFLEX permet une information en temps réel sur la chaîne des validations et des montants acceptés et à payer.

Outre la suppression des délais de transmission des factures papiers, EDIFLEX permet également la création d'alertes et de relance, permettant ainsi une réduction des délais de paiement.

Par ailleurs, les situations de paiement sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du marché jusqu'à la date de fermeture du service (à l'issue de l'opération).

Ainsi, les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de paiement archivées sur le centre serveur pour les éditer localement.

La confidentialité est garantie par un mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

5.6.2 Conditions générales d'utilisation du service EDIFLEX

L'utilisation du service EDIFLEX pour échanger des informations avec les autres intervenants a pour but de réduire les délais de circulation et visas des demandes d'acompte. Cet échange dématérialisé présente donc la même valeur juridique que les informations contenues dans une demande d'acompte sur support papier.

Authentification de l'abonné :

L'accès au service EDIFLEX est autorisé par l'attribution d'un code d'accès et d'un mot de passe confidentiels qui impliquent son authentification vis-à-vis des informations qu'il émet.

Emission d'information :

Les informations transmises à travers le service EDIFLEX sont opposables au titulaire jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des demandes d'acomptes, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par le SGAMI SUD, valent expression de la volonté de celui qui les a configurées.

NB : Il est impératif que le titulaire prenne connaissances de l'annexe "convention d'interchange" jointe au présent DCE, laquelle revêt une valeur contractuelle et s'impose dans le cadre du marché.

Celle-ci précise les modalités d'abonnement et conditions d'utilisation du service.

5.3 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de non respect du délai de paiement, le soumissionnaire bénéficiera du versement d'intérêts moratoires qui sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, ainsi que d'une **indemnité forfaitaire de quarante euros supplémentaires pour frais de recouvrement**, conformément aux articles R.2192-31 à -36 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

5.4 Modification des coordonnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

Chaque changement de RIB, SIRET doit être signalé avant l'envoi d'une nouvelle situation pour éviter les retards de paiement.

6. Conditions générale d'exécution des prestations

6.1 Devoir de Conseil

Il est demandé au titulaire (tous collaborateurs confondus), en sus des prérogatives, d'assumer un rôle de conseil dans toutes les missions et d'assurer également un rôle de veille concernant les derniers textes législatifs et réglementaires relatifs à ce type de procédure.

6.2 Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché. A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiées au présent marché,
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant par le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

6.3 Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions fixées au CCTP.
Ils sont remis selon les formats et sur les supports définis au CCTP.

6.4 Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique des modifications peuvent être apportées aux prestations (délais d'exécution, durée du contrat, livrables, contenu des prestations,...) à la demande du pouvoir adjudicateur ou sur proposition du Titulaire, afin de prendre en compte notamment l'évolution du programme d'étude.

En cas de déclenchement de cette clause de réexamen, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché.

Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas bouleverser l'économie du marché ni en changer l'objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

6.5 Conditions de modification de l'équipe dédiée

L'équipe présentée par le titulaire pour chaque phase lors de la soumission de son offre devra être celle exclusivement dédiée à l'exécution de ces prestations durant toute la durée du marché. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, si le chef de projet ou un membre de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit respecter la procédure suivante :

- en aviser sans délai le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de quinze jours (15 jours) à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 10 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 10 jours pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-PI.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG PI.

Désignation d'un interlocuteur unique

Pour toute la durée du marché, l'interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur sera le représentant désigné par le titulaire dans son offre. Il devra informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de tout changement de ce représentant.

6.6 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

6.7 Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCTP ;

6.8 Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

6.9 Développement durable - Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

- **La clause sociale d'insertion obligatoire**

Maitre d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L. 2111-1, L. 2111-3, L. 2112-2 et L. 2112.4 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il s'agira de leur réserver, pendant la durée d'exécution du marché, un minimum de 966 heures de travail.

- **Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **60 euros par heure** d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **100 euros par jour de retard** à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse de justifier son absence, une pénalité forfaitaire de **300 euros par absence**.

- **Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale**

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées et des entreprises adaptées de travail ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;

- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Les personnes en réinsertion après leur période de travail d'intérêt général.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- **Les demandeurs d'emploi de longue durée** (inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an dans les 18 derniers mois et ayant travaillé moins de 420h dans les 12 derniers mois d'inscription ou 610h dans les 18 derniers mois) ;
- **Bénéficiaires de minima sociaux en recherche d'emploi** (revenu de solidarités active (RSA), allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation adulte handicapé (AAH), allocation d'insertion (AI), allocation veuvage, ou allocation d'invalidité) ;
- **Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés**, au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- **Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :**
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- **Demandeurs d'emploi seniors** (plus de 50 ans) ;
- **Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;**
- **Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville** éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant le statut de **réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire** ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

L'éligibilité des publics doit être **établie préalablement à leur mise en l'emploi** par la validation du Facilitateur mentionné dans le présent article.

- **Les modalités de mise en œuvre**

Trois solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- La mise à disposition de salariés
- L'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché
- Le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;

Dans le cadre de la mise à disposition, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une association intermédiaire,

- D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail)
- D'un GEIQ Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification,
- D'une association intermédiaire.
- **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre et le suivi des clauses d'insertion le Maître d'ouvrage s'appuie sur le dispositif d'accompagnement mis en place sur le territoire de l'agglomération Béziers Méditerranée pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion.

Ce dispositif d'accompagnement et de contrôle est incontournable, l'entreprise doit impérativement prendre l'attache de :

Marlène TIRABI

PLIE Béziers Méditerranée

M3e – 9 rue d'Alger – Béziers

04.67.62.69.09

06.70.16.37.44

mdegb.tirabi@orange.fr

- **La globalisation des heures sociales**

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales :

- si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion ;
- si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés ;
- si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur ;
- si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande **doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié** et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

- **Les modalités de contrôle**

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit à échéance régulière tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmet au facilitateur les relevés des heures réalisées.

Sinon le facilitateur doit les obtenir de l'entreprise elle-même. Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider à tout moment de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues dans le présent article.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le facilitateur mentionné dans le présent l'article.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur annule la clause sociale d'insertion. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la Directe ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

- ***Gestion des données – RGPD***

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée à PLIE BEZIERS MEDITERRANEE. Ces données seront traitées dans le logiciel « UP Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL. A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. PLIE BEZIERS MEDITERRANEE est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de : - 48 mois à partir du 1er jour de votre mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée. OU /. ET - dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus. - en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum. Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la

limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : mdegb.pelissier@orange.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, PLIE Béziers Méditerranée – 9 rue d'Alger 34500 BEZIERS. Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

7 Constatation de l'exécution des prestations

7.1 Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

7.2 Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

8. Droit de propriété industrielle et commerciale

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

9 Réception des prestations

9.1 Les modalités de calcul des délais

CHAPITRES	LIVRABLES	POINTS DE DEPART	DÉLAIS DE RÉALISATION
3.2.1	<u>Assistance technique globale</u>	-	-
	Production d'avis techniques autant que nécessaire ;	Saisine	5 jours
	Etablissement et envoi des comptes rendus soumis à la validation du conducteur d'opération ;	Après réunion	5 jours
	Etablissement et mise à jour et envoi du « tableau de suivi » soumis à la validation du conducteur d'opération ;	Notification du marché	10 jours
	Etablissement, mise à jour et envoi du calendrier de l'opération mis à jour mensuellement ;	Notification du marché	15 jours puis chaque mois

	Etablissement de la structure des notes d'analyse pouvant porter sur divers thèmes, juridiques, techniques, économiques, coordination.	Après le tableau de suivi	Chaque semaine
	Etablissement du tableau de suivi financier de l'opération mis à jour hebdomadairement : suivi budgétaire et financier de l'opération en intégrant toutes les dépenses engagées, prévisionnelles, les AE, les consommations de CP ...	Notification du marché	Chaque semaine
3.2.2	<u>Gestion financière et comptable du marché global sectoriel</u>	-	-
	Production des constats contradictoires	-	le 28 de chaque mois
	Vérification des décomptes mensuels et/ou suite à l'avancée des missions		
	Production et fourniture des services faits		
	Production des états d'acompte mensuels		
	Production du décompte général		
	Elaboration du DGD		
	Le bilan des paiements par entreprise faisant apparaître les révisions, les pénalités ;		
	Le bilan des paiements par sous-traitant faisant apparaître le montant limite de la prestation sous-traitée ;		
	Le bilan des factures en cours d'instruction (avant paiement) ;		
	Le bilan des travaux modificatifs acceptés ;		
	Le bilan des travaux modificatifs refusés ;		
	Le bilan des demandes de travaux modificatifs en cours d'instruction ;		
	Le bilan des FTM et des avenants		
	La consommation de la provision pour aléas, Il remettra également au maître de l'ouvrage les éléments permettant le suivi budgétaire ;		
	Les prévisions de dépenses mois par mois ;		
	Le comparatif réel sur prévisions ;		
	Le suivi des délais de paiement ;		
3.2.3	<u>Bim Manager</u>	-	-
3.2.3.3	Rédiger la charte d'utilisation BIM du projet y compris pré programme	Notification du marché	30 jours
	Rédiger programme définitif BIM pour le MPGS	Notification du marché	60 jours
3.2.3.5	Contribuer à l'élaboration de la convention BIM du projet	Après chaque communication du projet de	3 jours

		convention pour la note sur la cohérence	
	Elaboration et Fourniture d'un questionnaire au moment de l'appel d'offre pour le MPGS afin de pouvoir évaluer le niveau de compétence en BIM de chaque groupement MPGS + rapport d'analyse des réponses de chaque groupement sur le questionnaire	Notification du marché	60 jours
	Production d'une note sur la cohérence de la convention BIM avec la charte d'utilisation BIM et demandes de compléments.	après remise de la convention BIM	10 jours
	Rapport d'audits de la maquette BIM produite par les groupements MPGS en phase offre et en phases conception, réalisation et exploitation maintenance : identification des clashes, solutions d'amélioration, comptabilisation des erreurs, analyse, propositions...	Après remise de la maquette numérique	10 jours
3.2.3.6	Impliquer les autres acteurs techniques dans le processus BIM	Après chaque réunion BIM	5 jours
3.2.3.7	Suivre le respect de la convention BIM et l'évolution de la maquette BIM. Valider les livrables BIM à l'issue des différentes étapes : BIM Management	Après chaque communication de livrable	5 jours
	Rapport d'analyse des différents livrables ;	Après chaque communication de livrable	5 jours
	Note sur le respect de la convention par le titulaire du marché MPGS.	Après chaque communication de livrable	5 jours
3.2.4	<u>Commissionnement</u>	-	-
3.2.4.1	Au titre du commissionnement sur la durée du marché :		
	Compte-rendu des réunions ;	Après saisine ou tenue des réunions	3 jours
	Mise à jour du plan de commissionnement (notamment du tableau de bord de suivi et de la méthodologie de suivi) avec ajout de rapports de commissionnement et de la liste des réserves avec les solutions retenues – production d'une version complétée suite à la phase de réception ;	Après chaque phase	10 jours
	Consolidation du registre des problèmes et non-conformités ;	Après chaque phase	10 jours
	Consolidation du Plan de maîtrise des risques ;	Après chaque phase	10 jours
	Registre des problèmes et non-conformités relatives au commissionnement.	Après chaque phase	10 jours
3.2.4.2	Suivi de l'opération, phase conception :		

	Compte-rendu des réunions ;	Après la tenue des réunions	3 jours
	Mise à jour du plan de commissionnement (notamment du tableau de bord de suivi et de la méthodologie de suivi) avec ajout de rapports de commissionnement et de la liste des réserves avec les solutions retenues – production d’une version complétée suite à la phase de conception ;	Après réception des dossiers conception APD puis PRO	10 jours
	Consolidation du registre des problèmes et non-conformités ;	Après réception des dossiers conception APD puis PRO	10 jours
	Consolidation du Plan de maîtrise des risques ;	Après réception des dossiers conception APD puis PRO	10 jours
	Registre des problèmes et non-conformités relatives au commissionnement.	Après réception des dossiers conception APD puis PRO	10 jours
3.2.4.3	Suivi de l’opération, de la réalisation des travaux à la réception		
3.2.4.3.1	<u>Réalisation des travaux :</u>	-	-
	Compte-rendu des réunions ;	Après saisine ou tenue des réunions	3 jours
	Mise à jour du plan de commissionnement (notamment du tableau de bord de suivi et de la méthodologie de suivi) avec ajout de rapports de commissionnement et de la liste des réserves avec les solutions retenues – production d’une version complétée suite à la phase de travaux ;	Après réception des plans d'EXE	10 jours
	Consolidation du registre des problèmes et non-conformités ;	Après réception des plans d'EXE	10 jours
	Consolidation du Plan de maîtrise des risques ;	Après réception des plans d'EXE	10 jours
	Registre des problèmes et non-conformités relatives au commissionnement.	Après réception des plans d'EXE	10 jours
3.2.4.3.2	<u>Réception :</u>	-	-
	Production et diffusion aux entreprises des outils de validation : check-lists, fiches d’autocontrôle, fiches signalétiques de mise au point COSTIC... ;	début des OPR	2 mois avant
	Réalisation d’un contrôle exhaustif de tous les éléments mis en œuvre ;	début des OPR	chaque semaine durant les OPR
	Mise à disposition du conducteur d’opération des documents nécessaires à l’exploitation la maintenance ;	réception	le jour même
	Validation de la mise en service et des réglages de l’installation ;	à la mise en service de chaque système	le jour même

	Prise en main de l'installation : instruction pour les réglages aux usagers ;	début des OPR	
	Instructions de maintenance, formation des intervenants ;	réception	10 jours avant
	Archivage des dossiers techniques.	réception	20 jours
3.2.4.3.3	<u>Conduite des installations pendant la phase exploitation-maintenance du MPGS</u>	-	-
	Matrice de suivi de l'exploitation maintenance.	Avant la livraison de l'ouvrage de la matrice	30 jours
	Relevés.	réception	le 28 de chaque mois
3.3	Phase 1 : Préparation		
	Note d'appropriation (comme décrite ci-dessus) ;	Notification du marché	45 jours
	Liste et contenu des groupes de travail avec compte rendu à chaque groupe de travail	Notification du marché	15 jours
	Rapport d'analyse de Site		
	Etude de risques ;	Notification du marché	45 jours
	Mise à jour faisabilité en fonction du projet décrit et des attendus		
	Faisabilité économique : Tableau financier complet et détaillé présentant le coût d'opération, toutes dépenses confondues avec échéancier de paiement trimestriel, garantie de parfait achèvement & exploitation maintenance incluses.	Notification du marché	45 jours
	Cahier des charges de consultation, CDPGF et listes de prestataires pour la réalisation des diagnostics et études identifiées et nécessaires à la bonne conduite de l'opération (y compris document à destination de la DRAC)	Notification du marché	15 jours
	Rapport d'analyse des offres des prestataires ayant été consultés pour réaliser les diagnostics et études préalables	Ouverture des plis	15 jours
	Complétude de documents et dossiers (cas par cas, études d'impact, ICPE, faisabilité gaz..., CERFA...) permettant de répondre aux attendus de la DREAL, MRAE, DDTM et autres services instructeurs	Notification du marché	45 jours
	Pré programme complet	Notification du marché	60 jours
	Documents déclaration de projet et études environnementales	Notification du marché	Délais respectant le planning de l'opération
3.4	Phase 2 : Programmation MPGS		

3.4.2.1	Tome 1 – définition, présentation générale du projet et des exigences	Notification du marché	90 jours
3.4.2.2	Tome 2 – programme fonctionnel	Notification du marché	90 jours
3.4.2.3	Tome 3 – programme environnemental et performances	Notification du marché	90 jours
3.4.2.4	Tome 4 – programme technique tout corps d'état et fiches techniques	Notification du marché	90 jours
3.4.2.5	Tome 5 – exploitation maintenance	Notification du marché	90 jours
3.4.2.6	Tome 6 – mobilier et déménagement des services	Notification du marché	90 jours
3.4.2.7	Tome 7 – planning de l'opération	Notification du marché	90 jours
3.4.2.8	Tome 8 – évaluation financière	Notification du marché	90 jours
3.5	Phase 3 : Suivi de la procédure de passation du MPGS		
3.5.1	<u>Assistance à la sélection des candidats admis</u>	-	-
	Grilles d'analyse des candidatures,	Notification du marché	45 jours
	Critères d'analyse des candidatures, barème de notation, et de couleurs	Notification du marché	45 jours
	Critères d'analyse des offres,	Notification du marché	45 jours
	Réponses aux questions des candidats	dès réception des questions	3 jours
	Tableau de suivi des questions/réponses des candidats mis à jour au fur et à mesure des questions hebdomadairement et à toutes les phases	dès réception des questions	toutes les semaines
	Rapport de présentation de la commission technique avec présentation synthétique de l'opération en préambule	Ouverture des plis	21 jours
	Présentation vidéoprojetée au Jury,	Ouverture des plis	21 jours
	Rédaction du PV du Jury	En séance	En séance
3.5.2	<u>Dossier de consultation phase offres</u>	-	-
	DCE du MPGS ainsi que les annexes et les études préalables et documents nécessaires aux groupements MPGS (cf. liste ci-dessus dont le CDPGF réparti par bâtiment et par corps d'état)	Livraison du programme	30 jours
	Le contrat MPGS	Livraison du programme	30 jours
	La liste des informations et documentations à fournir par les candidats ;	Livraison du programme	30 jours

	Les cadres de réponse de l'offre initiale (en particulier il veillera à bien définir les attendus du niveau APS en référence à l'ancienne Loi MOP mais augmenté d'éléments complémentaires permettant la passation d'un marché public global de performance) ;	Livraison du programme	30 jours
	Le règlement de la consultation avec notamment la mise en place d'une procédure permettant de respecter les principes d'égalité et de confidentialité (en lien avec l'AMO Juridique), y compris la grille (cadre) d'analyse des offres et son barème de notation.	Livraison du programme	30 jours
	Critères d'analyse des offres, barème de notation, et de couleurs	Livraison du programme	30 jours
	Réponses aux questions des candidats	dès réception des questions	3 jours
	Tableau de suivi des questions/réponses des groupements MPGS mis à jour au fur et à mesure des questions hebdomadairement et à toutes les phases	dès réception des questions	toutes les semaines
	Rapport de présentation de la commission technique avec synthèse du projet en préambule	Ouverture des plis	21 jours
	Présentation vidéoprojetée au Jury,	Ouverture des plis	21 jours
	Rédaction du PV du Jury.	En séance	En séance
3.5.3 à 3.5.5	<u>Assistance pour la procédure conduisant au choix de l'offre</u>	-	-
	<u>Assistance à la désignation du titulaire du MPGS</u>	-	-
	<u>Assistance à l'élaboration du contrat du MPGS</u>	-	-
	Un rapport sur les offres initiales incluant à minima les volets suivants : Fonctionnel et Réglementaire, Architectural et Technique, Performances et environnement, Exploitation Maintenance. Le rapport devra également présenter les dialogues compétitifs possibles (leviers avec points de départ et d'arrivée, marge de gains escomptés...) ;	Ouverture des plis	30 jours
	Les cadres de questions-réponses techniques et financières avec les candidats ;	Ouverture des plis	30 jours

	Un rapport d'analyse comparée des offres finales élaborées par les candidats destinés à éclairer le jury chargé de se prononcer sur les projets. Ce rapport devra porter à minima sur les 4 volets suivants ; Fonctionnel et réglementaire, Architectural et Technique, Performances et environnement, Exploitation Maintenance ;	Ouverture des plis	15 jours
	Un rapport détaillant les recommandations d'optimisation contractuelle permettant leur sécurisation (en lien avec l'AMO Juridique) ;	Choix titulaire MPGS	15 jours
	La rédaction des comptes-rendus des dialogues compétitifs ;	Après audition des candidats	3 jours
	La conduite des réunions techniques nécessaires à la mise au point du MPGS : ordre du jour, compte-rendu, avis techniques ;	réunions	5 jours avant les réunions pour les ordres du jour 5 jours pour les CR et avis après les réunions ou saisine
	La production d'argumentaires en cas de recours d'un candidat sur le MPGS.	Recours	5 jours
	Le contrat MPGS rédigé en lien avec l'AMO juridique et validé par le bureau de la commande publique (BCPA)	notification MPGS	joindre le projet de contrat 2 mois avant la signature du contrat joindre la version finale au moment de la notification
	OUV 11 indiquant tous les points d'attention à destination du MPGS retenu afin que ce dernier l'intègre bien dans son marché	avant la signature du contrat	
3.6	Phase 4 : Suivi des études et des travaux		
	Compte rendu des réunions relatives aux items abordés ci avant ;	Après la tenue des réunions	3 jours
	Notes et avis techniques ;	Saisine	3 jours
	Production d'un tableau de bord sur les autorisations préalables nécessaires au projet ;	notification marché	hebdomadaire
	Tableau de suivi de chaque étape du projet y compris financier (OS, pénalités, révision, services faits)	Après réception des documents à expertiser	5 jours
	Rapports d'analyse des livrables du titulaire MPGS ;	Remises livrables par le titulaire MPGS	10 jours
	Grille de la FTM ;	Notification MPGS	30 jours
	Procédure de traitement des FTM ;	Notification MPGS	30 jours

	Production du calendrier des OPR ainsi que la méthodologie des OPR (à fournir dès la phase programme) ;	95%d d'avancement du chantier	5 jours
	Production d'une liste des réserves ou malfaçons observées de manière hebdomadaire en phase exécution ;	Dernière visite OPR	5 jours
	Tableau de suivi des OPR (ce qui reste à vérifier, ce qui est conforme, ce qui n'est pas conforme...) avec les % d'avancement par poste et par zone	début OPR	toutes les semaines
	Production du PV des OPR avec un délai précis de levée de réserves ;	Dernière visite OPR	A l'issue de la visite
3.7	Phase 5 : Assistance à la réception		
	A chaque visite, établissement d'un rapport reprenant les éléments tels que décrits ci avant.	Après chaque visite	5 jours
	Tableau de suivi des OPR (ce qui reste à vérifier, ce qui est conforme, ce qui n'est pas conforme...) avec les % d'avancement par poste et par zone	début OPR	Toutes les semaines
	Production du PV des OPR avec un délai précis de levée de réserves ;	Dernière visite OPR	A l'issue de la visite
3.8	Phase 6 : Assistance aux visites de la commission d'ouverture des établissements		
	Liste des éléments à recueillir ainsi que le planning associé ;	Avant la date prévisionnelle du passage de la commission	50 jours
	Comptes-rendus des réunions préparant le passage de la commission ;	Après la tenue des réunions	3 jours
	Compte-rendu de la séance de la commission.	Après la tenue des réunions	3 jours
3.9	Phase 7 : Suivi de l'année de garantie de parfait achèvement		
	Comptes-rendus des réunions et des visites ;	Après la tenue des réunions	5 jours
	Avis techniques ;	Saisine	3 jours
	Actualisation de la liste des réserves / GPA ;	Après la tenue des réunions	5 jours
3.10	Phase 8 : Prestations connexes		
3.10.1	Etudes mobiliers spécifiques	Notification du marché	90 jours
3.10.1.1	Mission mobilier	Notification du marché	90 jours
3.10.2	Emménagement	Livraison bâtiment	30 jours
3.11	Phase spécifique 9 : Assistance globale et juridique		
	Mission 1-PHASE 1 : DCE- CANDIDATURES	Notification du marché	durée du marché

	Mission 1-PHASE 2 : DCE- OFFRES	Notification du marché	du	durée du marché
	Mission 1-PHASE 3: SUIVI DE LA PROCEDURE EN DIALOGUE COMPETITIF	Notification du marché	du	durée du marché
	Mission 2- CONSULTATION JURIDIQUE	Notification du marché	du	durée du marché

Nota : les exigences de livrables pour les phases 8 et 9 sont identiques à celles définies dans les phases 1 à 7.

9.2 Les modalités de réception des prestations

Programme :

Le programme fait l'objet d'une décision expresse par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) : admission, ajournement, réception avec réfaction, rejet. Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, le RPA se prononce dans le délai d'1 mois.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, à défaut de décision expresse, la prestation est considérée comme rejetée. En cas de rejet ou d'ajournement, le titulaire reprend le livrable dans le délai indiqué par le RPA ou dans les 15 jours en cas de rejet implicite.

Un nouveau délai de réception est ouvert au maître d'ouvrage pour se prononcer sur la prestation remise.

Autres livrables :

Les autres livrables mentionnés font l'objet d'une décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet par le RPA.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, le RPA se prononce dans les délais de 15 jours ouvrés.

A défaut de décision expresse à l'expiration du délai, la prestation est considérée comme acceptée.

En cas de rejet ou d'ajournement, le titulaire reprend le livrable dans le délai indiqué par le RPA ou dans les 15 jours en cas de rejet. Un nouveau délai de réception est ouvert au maître d'ouvrage pour se prononcer sur la prestation remise.

9.3 Les modalités de réception des prestations

Suivant CCTP.

10 Pénalités

Observations préalables à l'application des pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

10.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, lorsque le délai contractuel d'exécution ou le rendu d'un livrable est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard une pénalité fixée par jour calendaire de retard, 200 €.

10.2 Autres pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 14 du CCAG :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Absence à une réunion	En cas d'absence aux rendez-vous une pénalité de 200 € sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.
Non remise d'un document	200 € par jour calendaire.

10.3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

12 Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus, ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

13 Résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises (fermes ou affermies le cas échéant), un pourcentage égal à **5 %**.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6

à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

15 Dérogation au CCAG de prestations intellectuelles

CCAP	CCAG – Prestation intellectuelle
Art. 1.5 du CCAP relatif à la déclaration de sous traitance en cours d'exécution du marché	Art. 3.6.2
Article 3.2 relatif aux modalités de variation du prix	Art.11 Art.23
Art. 8 du CCAP relatif au droit de propriété industrielle et commerciale	Art.35
Art. 9.2 relatif aux modalités de réception des prestations	Art.28
Art. 9.2 relatif aux modalités de réception des prestations	Art.29
Art.10 du CCAP relatif aux pénalités	Art. 14.1.1 Art. 14.1.2 Art. 14.1.3